



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 27 mai 2019

Extrait de la délibération affiché le **04 juin 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, **le vingt-sept mai à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 17 mai, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH** (non représentée jusqu'à son arrivée en séance à 18h40 – délibération n°82), Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

Excusés ayant donné pouvoir

Dominique **THINNES** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Gilles **BELLIERE**

Excusé

Gilles **LEBRETON**

Absent

Frédéric **LE CAM**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 27 mai 2019

2019.05/84

FINANCES – CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL – ATTRIBUTION DE L'INDEMNITE DE CONSEIL

M. Daniel FIDELIN, Maire – Outre les prestations de caractère obligatoire qui résultent de leur fonction de comptable principal des communes, les receveurs municipaux sont autorisés à fournir aux collectivités territoriales des prestations de conseils en matière budgétaire, économique, financière et comptable.

La prestation peut notamment couvrir les domaines :

- De l'établissement des documents budgétaires et comptables ;
- La gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de trésorerie ;
- La gestion économique, en particulier pour les actions en faveur du développement économique et de l'aide aux entreprises ;
- La mise en œuvre des réglementations économiques, budgétaires et financières

Ces prestations de conseil et d'assistance ont un caractère facultatif et donnent lieu au versement d'une indemnité dite « indemnité de conseil ».

L'indemnité est calculée en fonction de la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement, à l'exception des opérations d'ordre et afférentes aux trois dernières années. Les dépenses des services autonomes non personnalisés sont ajoutées à celles de la commune. L'indemnité peut être modulée en fonction des prestations demandées par la collectivité.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article 97 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services déconcentrés de l'État,

VU l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- De demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983.
- D'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité, et sera attribuée à Charles HOARAU, Receveur municipal.

- La dépense, estimée à 3 610 €, est portée sur les crédits inscrits au budget de l'exercice en cours.

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 0201

Nature et intitulé : 6225 Indemnités au comptable et aux régisseurs

Montant de la dépense : 3 610 €

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.